



L'Observatoire de la Démocratie

Viavoice – Fondation Jean Jaurès – La Revue Civique

*Volet Europe :
Quelle démocratie européenne pour demain ?*

Mars 2019

Viavoice Paris
Études Conseil Stratégie
9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90
www.institut-viavoice.com

Sommaire et modalités de réalisation

3. Synthèse des enseignements

6. Résultats détaillés

7. L'évolution de la démocratie en Europe et dans le monde
8. Les réformes pour l'Europe : 1/ Le Parlement européen
9. Les réformes pour l'Europe : 2/ De nouveaux pouvoirs exécutifs
10. Les réformes pour l'Europe : 3/ Les politiques écologiques et sociales
11. Les réformes pour l'Europe : 4/ Les politiques de sécurité et de Défense

Étude réalisée par Viavoice pour la Fondation Jean Jaurès et La Revue Civique, en ligne, du 6 au 7 mars 2019.

Échantillon de 1020 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.



Synthèse des enseignements

Synthèse des enseignements (1/2)

Pour près d'un Français sur deux, la démocratie va « reculer » au sein de l'Union européenne dans les années à venir

La « crise démocratique » souvent évoquée en France – et qui s'est exprimée de manière forte ces derniers mois avec le mouvement des gilets jaunes d'une part, et lors des contributions au grand débat national d'autre part – ne s'arrête pas aux frontières de l'Hexagone, comme elle ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe.

C'est en tout cas le constat réalisé par près d'un Français sur deux qui craint que la démocratie recule à la fois en France (48 %) et dans l'Union européenne (47 %) dans les années à venir. Et ils sont même 56 % à anticiper un recul de la démocratie dans le monde de manière générale.

Dès lors, si le problème est à la fois global et local, les solutions à cette crise démocratique devraient donc être trouvées – et déclinées – à toutes les échelles (locales, nationales, européennes, voire mondiales), sans quoi il sera difficile de répondre à cette « soif de démocratie » au sein de sociétés souvent désabusées et pessimistes.

Au niveau européen en particulier, notre enquête a permis de mesurer l'adhésion des Français à une batterie de mesures, certaines proposées par Emmanuel Macron dans sa tribune adressée aux 28 pays de l'UE, d'autres non. Qu'elles soient institutionnelles, écologiques, sociales, ou liées aux politiques de sécurité et de Défense, il en ressort des attentes exigeantes pour une plus grande efficacité des politiques communautaires, et une démocratisation accélérée de la construction européenne.

Pour un Parlement européen ayant un réel pouvoir d'initiative politique, aux côtés d'un exécutif européen renforcé

Sur le plan de l'équilibre institutionnel tout d'abord, un Français sur deux (50 %) est ainsi favorable à renforcer les pouvoirs du Parlement européen, à côté de pouvoir exécutifs (Commission européenne et Conseil européen) qui gardent encore aujourd'hui l'essentiel de l'impulsion des politiques communautaires.

En particulier, une courte majorité de l'opinion publique (52 %) serait favorable à l'idée de donner au Parlement européen le droit d'initiative législative, afin que les députés européens puissent proposer directement des directives et des règlements.

Mais ce renforcement du pouvoir législatif ne se ferait pas nécessairement en affaiblissant les autres pouvoirs (exécutifs notamment) au sein des institutions européennes : au contraire, 59 % des personnes interrogées seraient favorables à la création d'un Ministère des Finances de la zone euro, et 57 % favorables à l'« élection au suffrage universel direct d'un représentant de l'Union européenne, qui pourrait parler au nom de l'UE et de ses peuples ».

Synthèse des enseignements (2/2)

Pour des politiques écologiques à la fois ambitieuses et contraignantes

À côté de ces enjeux institutionnels, les attentes citoyennes des Français vont également vers un renforcement des politiques écologiques et sociales, y compris des politiques qui pourraient être contraignantes pour les Etats membres.

Ainsi, la possibilité de créer une « Agence européenne de l'Environnement qui pourrait vérifier chaque année le respect de l'Accord de Paris (COP 21) par les pays européens » est très populaire (71 % d'adhésion), de même que la proposition d'Emmanuel Macron de créer « une banque européenne du climat destinée à financer la transition écologique dans l'ensemble des pays de l'UE » (64 %).

Sur le plan économique et social, la mise en place d'une taxe sur les transactions financières au sein de l'Union – projet ancien mais qui n'a toujours pas abouti aujourd'hui à l'échelle européenne – est toujours souhaitée par 55 % des Français, en hausse de 3 points depuis décembre 2017.

Pour de nouveaux outils de sécurité et de Défense permettant aux Européens de faire face à des menaces globales

Enfin, les propositions visant à renforcer la politique sécuritaire et de défense de l'Union sont également très populaires, dans un contexte de renforcement militaire des hyperpuissances (Chine et Etats-Unis) et de nouvelles menaces (cyber-attaques, prolifération nucléaire, conflits au Moyen-Orient, désaccords au sein de l'OTAN, etc.)

Ainsi la proposition du Président de la République de créer une « agence européenne de protection des démocraties » chargée de protéger les processus électoraux contre les cyberattaques et le piratage informatique est plutôt consensuelle en France, avec 70 % d'adhésion.

De même, la création d'un office européen de l'asile et d'une police européenne des frontières recueille une large adhésion (70 %), comme la création d'un budget de Défense européen et d'une « force commune d'intervention » européenne (66 %).

Autrement dit, le principe de renforcer certaines politiques communes au sein de l'UE en matière d'environnement, de sécurité ou de Défense est loin de constituer un repoussoir pour les Français : si l'Europe est souvent présentée comme mal aimée, elle reste néanmoins encore très attendue pour faire face aux défis internationaux les plus sérieux, qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou de la montée des tensions géopolitiques.

Aurélien Preud'homme
Directeur des études politiques
Viaoice

Gilles Finchelstein
Directeur général
Fondation Jean Jaurès

Jean-Philippe Moinet
Directeur
La Revue civique



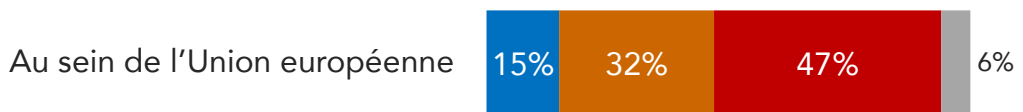
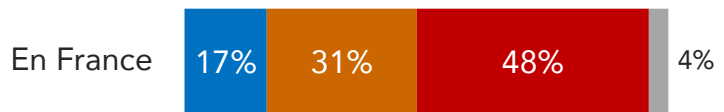


Résultats détaillés

L'évolution de la démocratie en Europe et dans le monde

Avez-vous le sentiment que la démocratie et les principes démocratiques vont plutôt progresser ou plutôt reculer dans les années à venir... ?

- Plutôt progresser
- Ni progresser ni reculer
- Plutôt reculer
- Non réponse



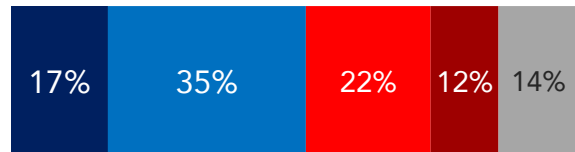
Les réformes pour l'Europe : 1/ Le Parlement européen

Concernant l'Union européenne, seriez-vous favorable aux réformes suivantes pour les années à venir ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

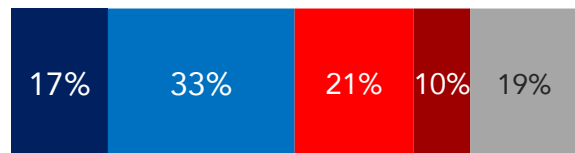
Oui 52 %

Donner au Parlement européen le droit d'initiative législative (c'est-à-dire le droit de proposer des règlements ou des directives européennes)



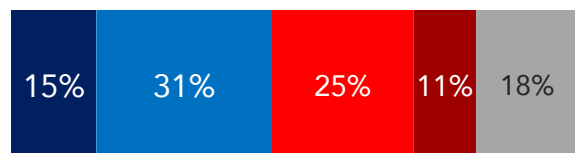
Oui 50 % (+1 depuis déc. 2017)

Le renforcement des pouvoirs du Parlement européen par rapport à la Commission européenne et au Conseil européen (regroupant les chefs d'Etat et de gouvernement)



Oui 46 % (Stable depuis déc. 2017)

La modification du mode de scrutin des élections européennes, permettant de voter pour des listes « transnationales » (en plus des listes nationales) regroupant des candidats de différents pays d'une même sensibilité politique



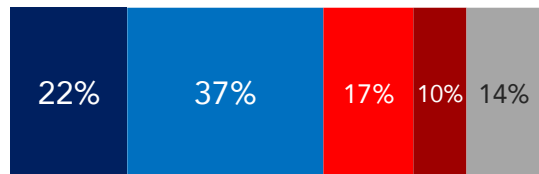
Les réformes pour l'Europe : 2/ De nouveaux pouvoirs exécutifs

Concernant l'Union européenne, seriez-vous favorable aux réformes suivantes pour les années à venir ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

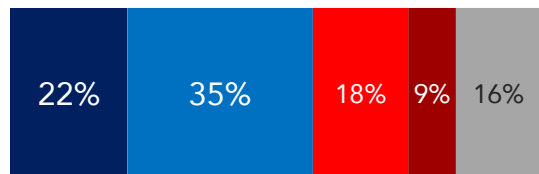
Oui 59 % (+3 depuis déc. 2017)

La création d'un Ministère des Finances de la zone euro



Oui 57 %

L'élection au suffrage universel direct (de l'ensemble des citoyens européens) d'un représentant de l'Union européenne, qui pourrait parler au nom de l'UE et de ses peuples



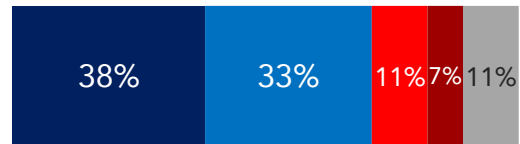
Les réformes pour l'Europe : 3/ Les politiques écologiques et sociales

Concernant l'Union européenne, seriez-vous favorable aux réformes suivantes pour les années à venir ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

La création d'une Agence européenne de l'Environnement qui pourrait vérifier chaque année le respect de l'Accord de Paris (COP 21) par les pays européens

Oui 71 %



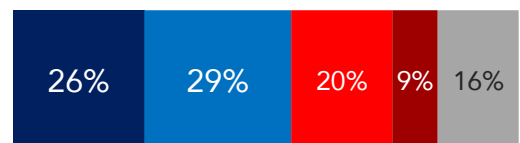
La création d'une banque européenne du climat destinée à financer la transition écologique dans l'ensemble des pays de l'UE

Oui 64 %



La mise en place d'une taxe sur les transactions financières au niveau de l'UE

Oui 55 % (+3 depuis déc. 2017)



Les réformes pour l'Europe : 4/ Les politiques de sécurité et de Défense

Concernant l'Union européenne, seriez-vous favorable aux réformes suivantes pour les années à venir ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

La création d'une « agence européenne de protection des démocraties » chargée de protéger les processus électoraux contre les cyberattaques et le piratage informatique, et d'encadrer l'utilisation des données personnelles à des fins électorales

Oui 70 %



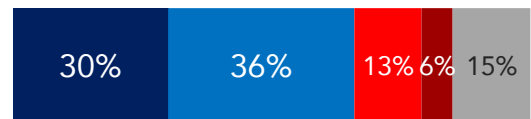
La création d'un office européen de l'asile et une police européenne des frontières

Oui 70 % (+1 depuis déc. 2017)



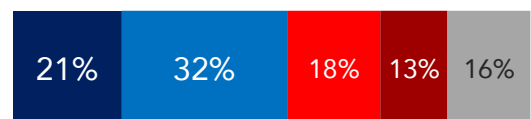
La création d'un budget de Défense européen et d'une « force commune d'intervention » européenne

Oui 66 % (-3 depuis déc. 2017)



La création d'un Conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni pour préparer les décisions collectives de l'Europe dans le domaine de la défense

Oui 53 %



VI VOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. » Joris-Karl Huysmans



Études Conseil Stratégie pour l'avenir des entreprises et des institutions Paris - Londres - Casablanca

Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Échos*, BFM Business, France 2, RTL et France Inter
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.

